

Des millions de personnes ont exprimé le refus de cette contre-réforme des retraites tout au long des journées de grève et de manifestations. A chaque journée, pourtant trop éloignée de la précédente, la mobilisation a trouvé un écho grandissant dans la population.

Continuons ensemble, ne lâchons rien !

La mobilisation a été de grande ampleur et dans la durée. Au fur et à mesure les salarié-e-s, les jeunes, les retraités, prenant conscience de l'injustice de cette réforme et du contre-pouvoir possible, ont soutenu, participé, approuvé et souhaité des actions y compris les plus radicales.

Refus de négocier, refus d'organiser un référendum, refus de retirer la loi... Cette mobilisation historique a obtenu pour toute réponse du pouvoir : le mépris ! Face aux blocages des raffineries le gouvernement a préféré importer du carburant au prix fort et s'asseoir sur le droit de grève. Face aux lycéens mobilisés il a déployé la violence policière.

Devant cette intransigeance des représentants de la « France d'en haut » et du MEDEF, l'intersyndicale n'a pas voulu bloquer l'économie en appelant à la grève générale tant dans le privé que dans le public, comme le proposait sans relâche l'Union syndicale Solidaires.

Depuis le début Solidaires a expliqué qu'une série de grèves de 24h ne suffirait pas, qu'il faudrait frapper le patronat au tiroir caisse. Les travailleurs des raffineries, du rail, des fonctionnaires de l'état, des hôpitaux et des collectivités territoriales, de l'énergie.... Ont reconduit la grève et tenu plusieurs semaines en espérant une généralisation. Le soutien à ces grèves a été refusé par la plupart des directions syndicales, ce qui a entraîné la suspension du mouvement.

Heureusement, les hésitations des confédérations ont été dépassées sur le terrain, où des actions locales unitaires quotidiennes ont été organisées par des intersyndicales ou des assemblées générales qui ne veulent rien lâcher et comptent encore peser sur ce dossier. Une action permanente, continue, sous différentes formes et visant à un mouvement d'ensemble pour imposer une autre politique, reste d'actualité : les attaques vont continuer sous le gouvernement Fillon III.

Sur les retraites, la loi promulguée est toujours aussi injuste : elle baisse à nouveau les pensions alors qu'un million de retraités vivent

déjà en dessous du seuil de pauvreté ; elle amplifie les inégalités surtout pour les plus précaires ; elle est illégitime (débat bâclé et surtout refus massif de la population).

C'est la pire contre réforme d'Europe (cumul du recul des âges et allongement de la durée de cotisations), et n'est qu'une étape dans la déconstruction du système par répartition qui sera remis en cause en 2013.

Sud Santé Sociaux réaffirme le droit à la retraite à taux plein à 60 ans (suppression de la décote). 55 ans pour la catégorie active, retour aux 37,5 annuités.

Sur la protection sociale, le gouvernement, poursuit la casse de la santé publique, dégrade l'accès aux soins, engraisse les mutuelles, les assurances, en augmentant les forfaits, les franchises et en dé remboursant toujours plus de médicaments. Le prochain chantier sur la dépendance devrait imposer une assurance complémentaire obligatoire pour que chacun finance son risque dépendance, remettant en cause des principes fondateurs de la sécurité sociale de la solidarité.

La liste n'est pas exhaustive ; stagnation des salaires, renforcement des politiques sécuritaires avec une multiplication des fichiers et des contrôles de pans entiers de la population.

C'est bien un projet de société organisant la régression sociale généralisée, au bénéfice d'une petite minorité de nantis, qui doit être remis en cause et c'est bien cette logique que porte le mouvement actuel. Une autre politique est possible plus juste, plus égalitaire permettant le progrès social.

La lutte doit donc continuer sous d'autres formes définies à la base par des assemblées générales, des intersyndicales, par la mise en place de solidarités entre secteurs en lutte.

Mardi 23 novembre 2010
MANIFESTATION à LILLE
13 H 30 - Porte de Paris


Celui qui ne participe pas à la lutte, participe à la défaite !

la fédération a
déposé un préavis
de grève national
de 24 heures
le 23 novembre

**C'EST TOUS
ENSEMBLE
QU'IL FAUT LUTTER**

